

**Les deux textes qui suivent sont inspirés par les violences urbaines et les événements de l'automne dernier.**

**Pour la première fois peut-être nous publions des articles dont nous sommes loin de partager toutes les analyses et toutes les solutions proposées\*. Pour le premier, remercions son auteur d'avoir fait l'effort de présenter de manière neutre des positions « humanistes » ; pour le second, nos réticences portent surtout sur ce sempiternel appel à la citoyenneté.**

**Deux raisons pourtant à leur publication. La première est qu'assurément les idées qu'ils exposent sont celles les plus généralement partagées par ceux et celles qui n'expriment ni peur irraisonnée ni hostilité systématique à l'égard des faits évoqués. La seconde est que nous espérons des réactions de nos lecteurs que nous ne manquerons pas de publier.**

---

\* lire à ce propos *Silence aux pauvres*. Jean Foucambert. Éditorial. A.L. n°93, mars 2006, p.3

Le dossier qui est présenté ici a été réalisé à partir d'un document intitulé *Violences urbaines ou crise de civilisation ?* dû au Réseau des Écoles de Citoyens (RÉCIT). Nous remercions vivement leurs auteurs de nous avoir permis d'en prélever les éléments que nous avons choisi de citer.

Pour plus de précisions, nos lecteurs sont invités à consulter le site de RÉCIT. Ils y trouveront la version complète de ce document à l'adresse suivante : [www.recit.net](http://www.recit.net). La présentation officielle s'est déroulée lors d'une séance publique à laquelle j'ai participé au nom des Actes de Lecture. Cette réunion a eu lieu à Paris dans une salle de la mairie du 3<sup>ème</sup> arrondissement le 13 février 2006.

Ce dossier est une synthèse par Didier Minot des contributions parvenues à RÉCIT qui fédère aujourd'hui plus de 3 000 personnes et 320 associations et se veut outil d'éducation « à tous les âges de la vie ». Les principales valeurs qui sont au fondement de l'action de RÉCIT sont : la dignité humaine et son corollaire, le respect de la personne, la coopération, l'esprit de réciprocité, la solidarité, l'estime de soi, la recherche d'une cohérence entre ce qu'on fait et ce qu'on pense.

Pour aider les lecteurs des *Actes de Lecture* à comprendre comment j'ai procédé pour effectuer mes choix dans ce dossier très complet, j'en rappelle le sommaire.

Dans une 1<sup>ère</sup> partie, Didier Minot, rappelle les faits et présente les acteurs en présence. Une seconde partie lui permet de définir les « politiques en cause ». La troisième partie est consacrée à l'évocation d'« une société malade de ses mutations » et la 4<sup>ème</sup> partie traite du « danger immédiat de retour à la barbarie ». C'est à cette partie que j'ai fait mon premier emprunt au dossier de RÉCIT : il s'agit des « 12 critères d'Ervin Staub »<sup>1</sup> par lesquels le « retour à la barbarie » est présenté comme un risque probable.

On trouvera ces douze critères dans un encart.

Mon second emprunt sera constitué par la totalité de la 5<sup>ème</sup> partie. C'est en effet le lieu des propositions que fait RÉCIT pour « revenir vers une civilisation à finalité humaine ».

Nos lecteurs auront ainsi un aperçu (mais un aperçu seulement) de ce solide dossier consacré aux violences urbaines. Pour le reste, nous les invitons - une fois encore - à consulter l'intégralité du dossier.

**Jean-Pierre BÉNICHOU** ■■■

---

<sup>1</sup> Staub (Ervin), les racines du Mal. *Essai sur les génocides et les violences collectives*. Prenant l'exemple de l'Allemagne au temps de Hitler, de l'Argentine des généraux, du massacre des arméniens, en Turquie au début du siècle, du Rwanda contemporain, l'auteur établit 12 critères de risque qu'on retrouve à chaque fois.

# Que faire pour revenir vers une civilisation à finalité humaine ?

## 1. Quelle civilisation ?

*« Nous assistons à une vraie course de vitesse entre deux futurs pour notre pays. D'un côté les tenants d'un système qui aliène et mutile. Celui-ci perpétue l'isolement des pauvres et des « différents » dans des zones de relégation, provoque des désirs impossibles et souvent dérisoires avec sa publicité envahissante, organise une marchandisation généralisée et la promotion de valeurs de réussite individuelle, ignore les terribles enjeux auxquels notre planète doit faire face. De l'autre, tous ceux qui souffrent de ces aliénations, de ces mutilations et qui les refusent sans toujours percevoir que c'est cette course effrénée à la consommation, à l'argent, à l'apparence, au chacun pour soi, qui condamne leur avenir et plus encore celui de leurs enfants. Si l'on sait ce qu'on refuse, il faut d'urgence transformer ce refus en construction d'un autre monde possible. »<sup>1</sup>*

Ce que nous avons analysé constitue la manifestation d'une crise de civilisation et non un simple accès de violence passager. Nous parlons dans le titre de crise de civilisation selon le sens que lui donne Edgar Morin dans son livre de 1997.<sup>2</sup>

*« Le mythe du progrès, qui est au fondement de notre civilisation, qui voulait que, nécessairement, demain serait meilleur qu'aujourd'hui, et qui était commun au monde de l'Ouest et au monde de l'Est, puisque le communisme promettait un avenir radieux, s'est effondré en tant que mythe. Cela ne signifie pas que tout progrès soit impossible, mais qu'il ne peut plus être considéré comme automatique et qu'il renferme des régressions de tous ordres. Il nous faut reconnaître aujourd'hui que la civilisation industrielle, technique et scientifique crée autant de problèmes qu'elle en résout. Cette situation est celle du monde dans la mesure où la civilisation occidentale s'est mondialisée ainsi que son idéal, qu'elle avait appelé le « développement ». Ce dernier a été conçu*

*comme une machine dont la locomotive serait technique et économique et qui conduirait par elle-même les wagons, c'est-à-dire le développement social et humain. Or, nous nous rendons compte que le développement, envisagé uniquement sous un angle économique, n'interdit pas, au contraire, un sous-développement humain et moral. S'il y a une crise de civilisation, c'est parce que les problèmes fondamentaux sont considérés en général par la politique comme des problèmes individuels et privés. Cette dernière ne perçoit pas leur interdépendance avec les problèmes collectifs et généraux. La politique de civilisation vise à remettre l'homme au centre de la politique, en tant que fin et moyen, et à promouvoir le bien vivre au lieu du bien-être. Elle devrait reposer sur deux axes essentiels, valables pour la France, mais aussi pour l'Europe: humaniser les villes, ce qui nécessiterait d'énormes investissements, et lutter contre la désertification des campagnes. »<sup>3</sup>*

Jean Paul Schaff insiste sur la profondeur de la crise comme crise de la monotonie, de l'ennui, de l'égalité, crise du tout égal qui ne supporte plus la séparation et la réelle différence<sup>4</sup>. *« Plus rien n'est ouvert, tout pèse trop lourd et rien ne peut plus être dissimulé. Chacun se veut plus égal que l'autre et s'installe dans son autisme. L'ouverture même ne peut plus être nommée ni être ressentie, comme touchée dans les choses simples de la vie, dans les choses les plus simples (on parle de travail, d'argent qui manque, de violences et non plus du pain, du vin, des rivières et des orages de l'été, de la mort qui rôde autour des flocons qui tombent, des femmes ou des hommes comme énigme, de la mémoire, de l'enfance). Cette non-affirmation du simple (dont la présence a été au principe de la philosophie comme remontée à l'être et plus tard comme dépassement de l'être par retour à la chair des choses) fait que les vies s'engluent dans la détermination et les barrières sociales. »*

Ce chapitre ne prétend pas faire le tour d'une telle question. Cela reviendrait à élaborer un projet de société pour une autre Europe, d'autres institutions et un autre rapport au politique. Vaste programme ! Mais on n'avancera dans la construction d'une civilisation à finalité humaine que pas à pas. Comme beaucoup d'entre vous avez avancé des éléments de propositions, il est utile d'esquisser quelques pistes de réflexion, forcément incomplets, pour souligner que la solution ne peut pas seulement résider dans les actions globales ni les actions locales ou dans les transformations personnelles, mais dans la conjugaison des transformations que nous pourrions favoriser à ces différents niveaux.

## 2. Restaurer l'état de droit

Notre exigence incontournable est que les Droits de l'homme soient une égale réalité pour tous.

### ■ Revenir sur les lois et pratiques restreignant les libertés publiques

Plusieurs lois restreignant les libertés publiques ont été votées depuis 2 ans. Il est essentiel d'en dégager le sens et d'en dénoncer le caractère totalitaire, afin d'engager les futurs responsables politiques à revenir sur ces dispositions. Nous en citerons trois...

♦ *Loi Perben* : La loi « portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité », dite également loi Perben II, prétend donner des nouveaux moyens à la police et au ministère public pour combattre les nouvelles mafias. Mais cette loi parachève les textes gouvernementaux en matière de sécurité. Elle marque en réalité un nouveau recul des libertés publiques et individuelles : elle accroît considérablement les pouvoirs de la police et compromet l'indispensable équilibre entre les droits de la défense et ceux de l'accusation, le juge voyant son rôle fondamental relégué au second plan, au profit du ministère public et de la police.

♦ *Réforme du droit de séjour des étrangers (projet de loi)* : Le 9 février, le ministre de l'Intérieur a présenté, dans le cadre d'un comité ministériel, un avant-projet de réforme du CESEDA - Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - (38<sup>ème</sup> modification). Celui-ci modifie, pour la dur-

cir encore, la loi du 26 novembre 2003. Les organisations dont le rôle consiste à accompagner les immigrés et leurs familles ont pu mesurer combien cette loi a rendu la vie impossible à des milliers de personnes n'ayant que le souhait de vivre dignement et s'intégrer dans notre pays. L'objectif maintes fois proclamé d'expulser le plus grand nombre d'étrangers s'est traduit par une sur-utilisation des centres de rétention, au mépris de normes respectueuses de la dignité humaine. Les interpellations illégales, fondées sur la seule apparence des personnes, se sont multipliées.

Dans ce nouveau projet de loi, le gouvernement parachève son entreprise de dénigrement des étrangers les désignant comme seuls responsables des principaux problèmes et maux de notre société. Sous l'habillage d'un texte annoncé comme relatif « à l'intégration », figurent des mesures de destruction des droits des étrangers et de ceux qui les entourent.

Alors qu'il prône l'intégration des étrangers, le texte organise l'impossibilité de réunir les critères nécessaires pour en témoigner, s'auto justifiant *a priori* d'une politique de rejet. Le nouveau credo gouvernemental « *en finir avec l'immigration subie pour promouvoir une politique d'immigration choisie* », emploie des moyens sans concession :

- empêcher les conjoints de Français, les parents d'enfants français ou encore les membres de famille prétendant au regroupement familial de faire valoir leur droit, déjà étroitement encadré, à mener une vie familiale normale ;
- réglementer une immigration de travail, jetable et corvéable, en fonction des seuls besoins de main d'oeuvre ;
- hiérarchiser les différentes catégories d'immigrés.

Le texte institue l'arbitraire de l'administration et des élus municipaux en règle de droit, en arguant de la capacité des préfetures à apprécier les demandes de titres de séjour. Il renvoie à une clandestinité perpétuelle ceux et celles qui, présents depuis de nombreuses années en France, ont malgré bien des difficultés construit leur vie parmi nous.

<sup>1</sup> Appel de Récit à tous les éducateurs, enseignants, militants de l'éducation populaire lancé le 17 novembre 2005

<sup>2</sup> Morin (Edgar) Nair (Sami), *Une politique de civilisation*, Arléa, 1996.

<sup>3</sup> Morin (Edgar), *Interview*, in Sciences Humaines, 1997.

<sup>4</sup> Schaff (Jean-Paul), *Violences urbaines, crise de civilisation ou excès de mal-être ?*

♦ *Loi sur l'économie numérique* : La loi sur la « confiance dans l'économie numérique » (février 2004) a modifié le droit des messages et obligé les hébergeurs, sous couvert de lutte antiterroriste, à conserver les messages Internet et à les fournir à la police à toute réquisition. Seuls les sites « libres » préviennent l'utilisateur de telles demandes. Mais il ne s'agit pas seulement d'économie numérique. Cette loi pose un problème considérable de libertés publiques car elle peut s'appliquer à tous les messages, y compris ceux des opposants à un régime autoritaire. Cette loi conduit les hébergeurs à mettre en place des robots pour détecter sur les mails et les sites des mots (pourquoi pas demain éducation citoyenne) avec la possibilité d'effacer la page Internet ou le mail sans préavis ni explication, mettre en place des rapports systématiques tenus à disposition de la justice et de la police. Il leur revient de prouver que l'hébergeur a fait son travail de filtrage et effacé « *ce qui pourrait déclencher une procédure en justice* ».

### ■ Le contrôle des fichiers de la police

L'application de la réglementation existante pose aussi question, comme le montre ce témoignage de Bernard Defrance : « *17 septembre dernier, coup de téléphone d'un de mes anciens élèves d'il y a cinq ans : Vous connaissez pas un bon avocat ? - Euh... si, mais pourquoi ? Qu'est-ce qui t'arrive ?*

- *Ben on m'a dit qu'il fallait que je fasse un recours...*

- *Un recours ! et contre quoi ?*

*Il raconte : une société de bagagistes l'a embauché pour travailler sur la plateforme de Roissy. Il faut un agrément préfectoral. Refusé. Motif ? S'est rendu coupable en 1995 d'une « intrusion dans un établissement scolaire ». Il avait quatorze ans, accompagnait un copain qui avait dans ce collège une démarche administrative à accomplir. Que s'est-il passé ? Embrouille quelconque sans doute, les policiers appelés les cueillent à la sortie, et - ceux-là connaissent leur métier - les relâchent moins d'une heure après. Mais ils sont fichés. Dix ans plus tard, Omar se voit refuser l'agrément pour travailler à Roissy... Il espère en un recours devant le tribunal administratif »*

Ce fait peut se reproduire demain pour raisons politiques, syndicales, administratives, bancaires, sanitaires, matrimoniales, etc. Que faire pour changer cet état de fait ? Comment peut-on épurer ces fichiers ? Une société où tout est connu sur tous est une société invivable que nous devons refuser.

### ■ Prendre envers les bavures policières les mêmes décisions qu'envers les militaires.

On se souvient que le Général Poncet a été suspendu et mis en examen pour avoir couvert, en mai 2005, le meurtre d'un manifestant ivoirien. Le gouvernement a le pouvoir de prendre des mesures similaires envers les auteurs de bavures policières et les supérieurs les ayant couverts, voire commandés. Les événements attentatoires aux droits de l'Homme et à la paix sociale ne sont pas moins graves qu'en Côte d'Ivoire. Ils ne justifieraient les mêmes mesures disciplinaires que lorsque des intérêts diplomatiques sont en jeu. Cela traduirait la résolution du gouvernement d'être inattaquable en fait de justice et de légalité et nous conduirait à une autre situation dès lors que la justice serait la même pour tous.

## 3. Apprendre à savoir vivre ensemble

Cette crise sociale montre aussi la défaillance de la vie commune dans les villes. La question du « vivre ensemble » se trouve à nouveau posée. L'ordre ancien est détruit. On n'y reviendra pas. Il faut inventer une autre façon de vivre, de partager la parole, l'espace urbain, d'établir des règles communes de bon voisinage, de se rencontrer et débattre. La civilité moderne doit faire l'objet d'une action volontaire, d'une intervention publique.

Cela conduit à refonder le pacte démocratique (« *Un autre monde est possible* ») sur trois axes.<sup>5</sup>

- ♦ au niveau politique, *par des lois, des règlements et une action publique* qui favorise le lien entre les personnes et les groupes,
- ♦ au niveau des territoires, *par des dynamiques locales* qui développent la participation et le partenariat : interaction individu/société, dans une optique de partage et de réciprocité.
- ♦ *par une reconnaissance de l'influence et de la valeur des personnes au sein de la communauté, de leur responsabilité et de leur interdépendance.* La connaissance de soi-même est nécessaire à chacun pour reconnaître l'autre dans son intégrité et savoir ce que nous nous devons les uns les autres.

Le premier niveau de reconstruction du lien social est dans la reconstruction de l'estime de soi, des relations familiales et des relations de proximité.

Face à une telle agression vis à vis du vivre ensemble, les participants ont identifié deux principes d'action aujourd'hui nécessaires :

- ♦ *la nécessité de défendre les droits des personnes* et l'existence des équipements publics éducatifs et sociaux,
- ♦ *la nécessité de démocratiser ces lieux et institutions* pour donner envie de les défendre et de les faire vivre.

### ■ Refonder le pacte social, citoyen et éducatif, en partant du local, en redonnant du sens aux mots et aux valeurs

Les actions sociales, même innovantes, se heurtent à des écueils. Tout un travail à contre courant est nécessaire pour reconverter la population locale à l'idée que la vie en collectivité ne rime pas forcément avec le sentiment de se faire « avoir » ; faire comprendre que ce sentiment de concurrence de chacun avec tous, surtout dans les milieux les plus défavorisés, fait aussi partie du problème et renforce la solitude et l'inefficacité des réponses individuelles.

Les valeurs énoncées qui sous tendent cette démarche n'ont rien d'extraordinaire. Elles pourraient s'énoncer ainsi : accueil de l'hétérogénéité, mixité des âges, des origines, des cultures. Nous avons la conviction qu'il est possible de refonder le pacte social, citoyen et éducatif, en partant du local, à condition de redonner du sens aux mots et aux valeurs revendiquées. Il est possible de convaincre les gens de reprendre la maîtrise de leur vie, de leur environnement, de leur quartier. Il faut faire ce travail localement, contre les orientations institutionnelles.

De multiples expériences montrent qu'il est possible de se réappropriier collectivement et individuellement des lieux d'éducation, sociaux ou lieux de vie. Mais cet objectif est mis en danger par deux tendances lourdes des secteurs sociaux et éducatifs en France :

- ♦ le durcissement des relations d'autorité des institutions vis à vis des publics en déficit de citoyenneté : familles pauvres, enfants, ados, personnes âgées, etc.
- ♦ la marchandisation et l'individualisation de la relation d'aide qui aboutit à la fermeture ou au démantèlement des institutions les plus collectives et leur remplacement par des « *prestataires de services* » liés à une logique marchande qui tiennent chaque usager dans une relation individuelle et la solitude.

### ■ La laïcité, respect des différences et recherche des convergences

Sur un même territoire, des personnes et des groupes cohabitent sans toujours se rencontrer. La société travaille activement à isoler chacun dans son individualisme ou sa communauté. L'isolement engendre la méfiance envers l'autre et ensuite la haine de l'autre. Des expériences comme celle de la Villeneuve depuis 30 ans montrent qu'il est possible de se comprendre en faisant des choses ensemble, en travaillant faire une société locale à partir des expériences, des faits et des pratiques. Dans l'action commune on trouve les mots communs. Faisant cela, nous constatons que nous contribuons à construire la laïcité en revenant à ses origines : l'exigence de permettre à chacun d'être libre, responsable, capable de libre pensée, porteur de lien social et de solidarité. Mais le combat pour une telle laïcité ne se limite pas au camp religieux. Les conditionnements de la publicité, le formatage des individus par les médias, la réduction des raisons d'agir à l'intérêt individuel et à la violence et au sexe sont des atteintes largement aussi graves à la laïcité que les signes extérieurs de croyance. Cette laïcité ouverte à la pluralité nécessite un travail sur soi, une transformation personnelle, indispensable si on veut que la transformation sociale débouche sur des alternatives porteuses d'humanité, et non de nouvelles barbaries.

### ■ Communautés, intégration et laïcité

L'intégration est une question centrale pour rapprocher les cultures dans les quartiers, pour lutter contre la coupure entre urbains et ruraux dans les territoires des plus ruraux. De façon générale, elle repose sur un double mouvement d'enracinement et d'ouverture. Selon l'adage, une intégration réussie « *permet de nous enrichir de nos mutuelles différences* ».

Une laïcité ouverte n'empêche pas l'existence de communautés. Celles-ci sont nécessaires pour que chacun connaisse ses origines et leur soit fidèle. Les travailleurs isolés, vivant chez des marchands de sommeil, souffrent d'un déficit de communauté plus que du communautarisme.

Beaucoup d'institutions confondent intégration et assimilation. Elles se limitent aux techniques de l'alphabétisation

<sup>5</sup> Extraits de la synthèse des premières *Rencontres de Lille*, février 2004.

sans en faire un outil d'éducation, alors que le contenu est très important. Or, si on ne tient pas compte de la pluralité d'appartenance et de culture, l'intégration est en panne. Cela conduit à une mort de l'esprit, individuelle et collective. Faute d'enracinement, beaucoup de jeunes ne connaissent plus ni leur langue, ni le français. Leurs parents ne les suivent pas, ils n'étudient pas, faute de liens avec leur « *langue maternelle du sens* ».

À Mantes la Jolie, par exemple, une association de défense de la langue Poular transmet une culture et apprend aux jeunes la citoyenneté en jouant le jeu de l'intégration. Pour elle, celle-ci passe par un travail culturel, avec un projet global. Globalement, au cas par cas, il faut diagnostiquer les problèmes, en faire la synthèse globale et mettre en place un projet pour répondre à cette question. L'accès à la lecture est essentiel. Par exemple, depuis 20 ans, cette association a traduit de nombreux livres afin que les jeunes puissent élargir leur vision du monde.<sup>6</sup> Cependant, toutes les communautés ne jouent pas le jeu. Beaucoup se referment et ne cultivent plus que l'identité. Ce phénomène n'est pas spécifique aux groupes d'origines étrangères. Sur Verneuil (78) une communauté catholique traditionaliste, Notre-Dame de Verneuil, avec beaucoup de femmes, refuse toute ouverture sur le différent et développe une démarche communautariste. Ces femmes ne travaillent pas, et disent que la commune n'a pas besoin de garderie, avec l'appui de la mairie. Dans tous les cas, ce qui est en cause, c'est la reconnaissance des différences, le partage entre tous, le désir de vivre ensemble. Les intégristes comme les fondamentalistes veulent une société à leur image, uniforme. Ils nient la liberté individuelle et la nécessité qui en découle de distinguer la sphère privée et de la sphère publique. Dans la situation de gravité où nous sommes, les responsables religieux, les philosophes et les diverses obédiences préoccupées du sens ne peuvent pas rester immobiles et se laver les mains des troubles actuels. Un dialogue est nécessaire pour parvenir, dans un esprit de tolérance et d'ouverture à un consensus des différentes familles de pensée (croyantes ou non) au nom de la dignité de la personne humaine. C'est possible puisqu'elles l'ont fait lors de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, au nom de la dignité de l'enfant<sup>7</sup>.

#### 4. Une politique de la Ville reformulée et renforcée

Les événements devraient inciter le gouvernement à écouter les avis formulés par des instances telles que le Conseil National des Villes. Depuis 1988 ce Conseil est présidé par le Premier ministre, et par délégation par le ministre en charge de la Politique de la ville (M. Borloo et Mme Vautrin) rassemble des personnalités de terrain qualifiées sur les problèmes urbains : 25 élus des différentes familles politiques, 15 têtes de réseaux associatifs, et représentants de syndicats de salariés et du MEDEF, 15 professionnels ou militants associatifs locaux. Ce conseil a été vice-présidé depuis 2002 par deux élus : Madame Véronique Fayet, adjointe (UDF) au maire de Bordeaux et M. Claude Dilain, maire (PS) de Clichy sous Bois. On ne peut donc accuser ce Conseil de partialité ou d'irresponsabilité. Les membres du CNV qui siègent à titre personnel, s'efforcent de jouer au mieux, sans langue de bois ni complaisance mais aussi sans esprit de provocation leur rôle de critique et proposition constructive, loin des appareils politiques ou autres mais proches des réalités de terrain.

Selon leurs propres termes, ils ont été amenés, au cours des 3 dernières années à tirer plusieurs fois la sonnette d'alarme sur des questions qui apparaissent aujourd'hui, en lien évident avec les désordres de ces derniers mois. Mais ils ont eu le sentiment de parler dans le désert, ne réussissant pas, en plus de 3 ans, à rencontrer le Premier ministre actuel ni son prédécesseur et devant se contenter, le plus souvent, de vagues « *accusés de réception* » quand ils diffusent leurs avis aux ministres concernés.

Dans sa déclaration du 14 mars 2003, le CNV avait rappelé que la prévention est toujours moins coûteuse que la réparation, et avait demandé que soit élaboré un « *Plan d'urgence pour le développement social urbain* » qui mette en cohérence et remettre à niveau tous les besoins liés à la prévention de la délinquance, à la lutte contre l'exclusion et au fonctionnement du dispositif de développement social dans les villes les plus pauvres<sup>8</sup>.

Cette proposition n'a rien perdu de son actualité. Un travail d'ensemble, associant tous les acteurs permettrait de dégager rapidement des solutions, tant les expériences sont nombreuses et démonstratives.

### ■ Une politique d'ensemble, pas une politique d'exception

Le projet de vivre ensemble ne peut être que global, même si au niveau du programme d'actions il faut choisir des priorités. On ne pourra pas nous faire croire que «la politique de la ville» est le seul moyen de pallier la crise profonde que traversent nos banlieues, notre société. Le changement ne peut résulter que de la prise en compte de cet objectif par les politiques publiques de droit commun et non d'une politique additionnelle d'exception<sup>9</sup>.

Quatre principes d'action peuvent être proposés :

- ♦ demander à chacun un effort et pas seulement une consommation. (Relevons nos manches !)
- ♦ co-construire le projet avec le plus grand nombre, et pour cela créer, renforcer les lieux de débat. Les élus et les responsables associatifs doivent comprendre qu'on ne fait pas le bonheur des citoyens sans eux
- ♦ coordonner les différents niveaux de compétences et les différentes échelles de territoires.
- ♦ mener dans la continuité un travail à long terme, en prenant le temps qu'il faut, et pas seulement rythmé par les échéances électorales que les maux actuels trouveront un début de réponse

## 5. L'éducation, levier essentiel

L'ouverture, comme la liberté ou la soumission, s'apprend dès le plus jeune âge et tout au long de la vie. Nous avons besoin d'une attitude éducative qui conduise au vivre ensemble dans le respect des différences, la recherche des convergences et la défense de la dignité humaine. « *Mettons la participation dans le biberon des nouveau-nés de nos quartiers, villages, communautés ici et ailleurs...* »

### ■ L'éducation à la citoyenneté

L'éducation à la citoyenneté est une arme essentielle pour lutter contre l'idéologie de la haine. Les exemples abondent au sein du réseau. Citons le travail d'Intolérage à Marseille, les conseils d'enfants à Gap, l'éducation à l'altérité de la CLIS de Montigny, l'université rurale du clunysois, les fo-

rums pour une citoyenneté active dans le Roussillon, le club du possible, les coopératives de HLM participatives, les liens établis à travers les coopérations décentralisées, etc...

Toutes ces expériences concourent à désamorcer la spirale des violences aveugles, dans la mesure où elles renforcent la capacité d'accepter l'autre, développent une culture de la responsabilité partagée, élargissent l'horizon des citoyens au delà de ce que disent les médias, permettent une résolution partagée des questions de la vie quotidienne, font découvrir la richesse de la culture des autres, aident à s'accueillir dans la réciprocité, etc...

Il serait important d'analyser en quoi les pratiques d'éducation citoyenne contribuent à lutter contre le risque de paranoïa collective.

### ■ Mais une éducation émancipatrice

Mais c'est une autre conception de l'éducation qu'il faut développer pour apprendre à coopérer, se découvrir autonome et citoyens, construire le rapport à la loi, dans le quartier, à l'école, apprendre le dialogue et l'esprit critique. Chacun a pour cela des besoins fondamentaux de confiance, de reconnaissance, d'utilité, de solidarité sur lesquels on peut s'appuyer. L'apprentissage de l'usage de la « *citoyenneté* » peut et doit commencer dès l'école, et ne concerne pas seulement l'Éducation Populaire<sup>10</sup>. Les classes coopératives vont dans ce sens, en permettant aux élèves d'élaborer ensemble les règlements intérieurs de la classe, d'enquêter sur les tribunaux, sur les entreprises, se confronter aux pratiques sociales de références. L'expérience montre que cela permet d'expérimenter et théoriser une citoyenneté législative avant même d'être majeur et même d'être un jour électeur, à condition que les règles s'appliquent à tous également : élèves et professeur<sup>11</sup>.

Quelle éducation pour la construction du rapport à la loi, dans le quartier, à l'école. Où peut s'apprendre l'obéissance à la loi qui est la même pour tous ? Il est essentiel de créer

<sup>6</sup> Comme le montre Paolo Freire dans *Alphabétisation-conscientisation*

<sup>7</sup> Denise Droin

<sup>8</sup> Pour disposer du document complet consulter le site [www.ville.gouv.fr/pdf/cnv/refondation.pdf](http://www.ville.gouv.fr/pdf/cnv/refondation.pdf)

<sup>9</sup> L'essentiel de ce document vient d'André Duny

<sup>10</sup> Millot (Raymond), Déclic, Isère

<sup>11</sup> Duny (André), CEN, Drôme, Ardèche

des lieux où les jeunes peuvent apprendre à travailler aux règlements des immeubles, du quartier<sup>12</sup>.

*Au Pas de Coté, nous proposons de faire un pas de côté vers davantage de coopération entre parents, enseignants, travailleurs sociaux, enfants et jeunes, pour construire des projets d'établissement coopératifs innovants, et nous sommes à la disposition de tout établissement pour les accompagner dans une dynamique de projet coopératif porteur de sens, basé sur l'écoute, le respect, l'équité, la responsabilité individuelle et collective. C'est en effet avec ceux et celles qui auront le courage, la détermination de sortir des sentiers battus, d'exercer leur citoyenneté sur leur lieu de travail (l'école, l'association, le centre social)-ou dans leur quartier, et d'aller à contre courant du modèle dominant compétitif, que nous pouvons espérer avancer, ensemble. On a jamais dit que c'était facile. Mais on est sûrs que ça vaut la peine.*

Pour cela, une formation des éducateurs est nécessaire, pour qu'ils soient préparés à faire découvrir à tout enfant son identité humaine et lui permette de défendre sa propre dignité. L'expérience montre que la satisfaction de ces besoins humains éloigne la peur, la fuite, les angoisses, la violence, développe la conscience, et conduit à une attitude de respect indispensable à la vie.

## 6. Agir par nous-mêmes

Que pouvons nous faire par nous-mêmes ? Comment désamorcer ce qui se noue ? On peut proposer cinq pistes pour commencer à agir.

### ■ Ne pas se désintéresser des échéances politiques

Les événements récents montrent qu'il est très difficile d'agir face à un pouvoir politique qui porte la haine et détruit les solidarités. Nous ne pouvons pas raisonner en disant que tous se valent et nous désintéresser des échéances électorales. Nous devons être attentifs aux programmes, aux promesses et aux mensonges, aux menaces contenues dans chaque position. Chacun de nous porte une part de possibilité de changement. Comment l'exercer ? Nous pouvons être inventifs. Comment rendre présent le danger de la barbarie dans le champ politique ?

## 7. Ne plus rester passifs, ne rien laisser passer

Notre passivité est une des 12 conditions du retour à la barbarie<sup>13</sup>. Il devient essentiel de ne plus rien laisser passer dans la vie courante<sup>14</sup> comme dans les actions collectives.

### ■ Au plan politique

Au plan politique, l'expression la plus claire vient de Noël Mamère (il est rare que je lui rende hommage) : « *la gauche ne doit plus tolérer cet état d'urgence sociale et d'hypnose politique qui sape les fondements du vivre-ensemble. On banalise l'humiliation, la ségrégation et pratique une forme d'apartheid qui n'ose pas dire son nom. (...) S'opposer, c'est affirmer contre l'esprit du temps que la défense d'une société ouverte et multiculturelle est la seule voie possible pour une démocratie. Accepter le recul de nos libertés au nom de la sécurité est un renoncement coupable et une défaite de la pensée. La gauche ne doit plus tolérer cette régression française qui sape les fondements du vivre-ensemble* ».

### ■ Résister aux atteintes aux valeurs universalistes qui fondent la République

Face aux abus, on voit un vent nouveau d'initiatives et de réactions. Ces actions ne sont pas sans effet, car elles font pression sur le pouvoir et entraînent à elles toutes l'opinion publique. Deux exemples :

« *Un comité anti délation a vu le jour cette année, suite à la sortie du rapport Bénisti, dans le cadre de ce comité, nous envisageons de débattre avec d'autres.* »<sup>15</sup>

Par ailleurs, 170 professeurs déclarent solennellement qu'ils refusent de se faire les complices d'une conception de l'ordre public rigoureusement opposée non seulement aux valeurs universalistes qui fondent la République française, mais aussi aux bases mêmes de l'école laïque. Dans leurs classes, il n'y a pas de clandestins. Ils ont la responsabilité des élèves qui leur ont été confiés, la responsabilité de les instruire, de les aider à devenir des citoyens responsables. Ils n'acceptent pas que leurs élèves soient kidnappés et disparaissent.

« *Nous en appelons à tous nos collègues, à nos organisations syndicales, aux parents d'élèves, pour que soit organisé un cordon de protection pour la défense des enfants et des adolescents qu'on veut priver d'école, pour qu'ils puissent faire leurs études et soient régularisés* »<sup>16</sup>.



Les forces dominantes nous font croire qu'il est inefficace de protester et de se battre. Face à la gravité de la situation, le mot d'ordre « ça suffit, basta » retrouve toute son actualité. Il suffit de regarder autour de nous pour voir que les protestations, les manifestations ne sont pas sans effet, même si la première réaction des médias, du gouvernement et des acteurs économiques est de les ignorer, les minimiser ou en présenter le caractère négatif.

*« Face au recul des droits et à la rupture du contrat social, nous devons parler et agir. Il est de notre devoir, par exemple, de dénoncer les pratiques mafieuses qui sont au-delà des discours répressifs et/ou apaisants la réalité de ce que vivent ces personnes au quotidien »*<sup>17</sup>.

## 8. Décoloniser les esprits<sup>18</sup>

Nous sommes comme anesthésiés et sidérés par ce système économique qui s'impose à nous, comme si on ne pouvait pas le critiquer, et qui s'installe de plus en plus, dans nos modes de vie et dans nos têtes pour unifier les modes de pensée et d'être au monde.

Le capitalisme tel qu'il nous est imposé en France, en Europe et dans le monde (via le modèle américain omniprésent), me semble être de la nature d'un état totalitaire qui, au nom de la seule liberté individuelle, associée à la recherche du profit maximum, ne peut exister qu'au détriment de la majorité des êtres vivants et au profit de quelques actionnaires immensément riches. Il nous entraîne en spirale vers un capitalisme mondial et sauvage.

Le défi qui nous attend est celui de participer à « décoloniser les esprits » pour redonner espoir dans la possibilité de transformer la société.

### Les douze critères d'Ervin Staub

1. Des changements sociaux trop rapides, des changements dans les moeurs qui entraînaient une impression de chaos, de désordre et de désintégration d'un monde familier
2. Le rêve du retour à un passé plus glorieux ou plus sécurisant
3. Un nationalisme qui résulte d'une combinaison entre un sentiment de supériorité et un sentiment de doute sur soi-même
4. Une idéologie et des leaders qui répondent à un besoin de valoriser et de protéger le groupe d'appartenance traditionnelle
5. L'existence d'un groupe minoritaire à l'intérieur de la société, qui est dévalorisé et qui paraît en même temps menaçant
6. Un contentieux avec le groupe minoritaire qui repose sur des bases historiques
7. Des divisions sociales trop importantes : richesse et pauvreté voyantes, difficultés économiques nouvelles,
8. Une démocratie discréditée et un manque de confiance dans les institutions
9. Des personnes actives et militantes dans la haine et des spectateurs passifs et complices, en tout cas prêts à laisser faire,
10. Un système social qui ne favorise pas l'expression et la coopération
11. Des événements traumatisants,
12. Une organisation technique et administrative prête à fonctionner au service de la violence

En France, la plupart de ces critères sont aujourd'hui réunis. Au fil des années, les praticiens constatent l'aggravation des phénomènes de peur, de violence et de racisme, d'exclusion et de rejet de l'autre, d'égoïsme social et de désespérance. Ceci nous mène, si nous n'y prenons garde, à une paranoïa collective et à des massacres futurs.

Pour cela, il faut s'assurer d'un langage commun, revoir les concepts fondateurs, redonner de la force aux mots. Il faut les déconstruire, non pour faire un travail de sape, mais bien pour redevenir lucides et pouvoir les reconstruire. Cela permettra de faire des propositions d'actions en phases avec ses valeurs redéfinies en fonction de l'évolution du monde et de la mondialisation.

## 9. Changer nos attitudes personnelles

Nos attitudes personnelles, interpersonnelles et collectives (au sein de nos activités) reproduisent à petite échelle ce qui se passe au niveau de l'ensemble de la société. Nous avons tendance à reproduire à ce niveau la montée des violences. Quel travail sur soi pour être armés face au climat général ? Les groupes d'entraide que nous envisageons peuvent-ils y contribuer ?

*...dans le temps long* : Face à une fausse vision de l'autonomie des individus, l'homme a besoin de reconnaître qu'il est membre d'une lignée (il a des ancêtres, des descendants), et qu'il aura un jour à accepter de quitter cette vie pour laisser la place aux générations futures, à l'humanité de demain, à l'espèce humaine en devenir. Une des dimensions de notre action, qui nous sépare du li-

béralisme, est de porter attention aux générations futures.

<sup>12</sup> Fagnot (François), le Pas de Côté, Lille

<sup>13</sup> Cf l'encart à propos des 12 conditions d'un retour (possible) à la barbarie d'Ervin Staub

<sup>14</sup> Si votre boucher tient des propos racistes, il est aussi essentiel de le reprendre que s'il était en situation de décision. Si vous voyez une injustice à la Poste, intervenez.

<sup>15</sup> Charlery (Catherine), Agen

<sup>16</sup> 170 enseignants s'adressent à l'opinion publique. [www.ras.eu.org/aecle/appel](http://www.ras.eu.org/aecle/appel)

<sup>17</sup> Delebarre (Danielle)

<sup>18</sup> idem pour l'ensemble du paragraphe

...dans des réseaux et des groupes : Chacun a également besoin de réseaux (de voisinage, de relations) et de dépendances multiples pour vivre pleinement sa vie dans sa dimension individuelle et collective. Ceux qui luttent pour un monde plus humain peuvent difficilement le faire seuls. Ils ont besoin de groupes où vivre ensemble la recherche d'un bien commun, de lieux qu'il peuvent considérer comme des lieux fraternels, préfigurant la société plus humaine à laquelle ils aspirent.

### ■ Repenser le rapport à l'autre et à la richesse

La façon dont les sociétés comptent et représentent leur richesse constitue un choix de société. Le rendre lisible et explicite est une exigence démocratique. Et il est légitime de remettre régulièrement ces choix en débat, de les confronter aux valeurs sur lesquelles nous voulons faire société. Tenir compte de ce qui compte pour nous, donner toute sa place à la question écologique, sociale, humaine... Il est plus que temps de nous atteler à ce chantier considérable du changement de représentation de la richesse et de la fonction que joue la monnaie dans notre société<sup>19</sup>.

C'est aussi une question de répartition moins injuste des richesses créées. Il faut agir de toutes ses analyses, discours et propositions, mais aussi de tout son argent, de sa dé-  
possession<sup>20</sup>.

Il va nous falloir (acteurs et politiques) repenser le rapport à l'autre et à la société qui ne soit plus posé sur le rapport à l'économique et à l'emploi... développement durable (dé-croissance)... et donc réfléchir de nouveau à la redistribution économique et sociale quelle soit locale ou globale..., mais aussi au savoir qui ne doit plus être le levier vers la réussite économique (et donc sociale) mais celui de la connaissance et de l'épanouissement afin de pouvoir interagir avec son environnement et participer au mieux à un/des projet(s) collectif(s) (et non plus individuel)..., et surtout comment passer de ce monde à un autre ? Comment le faire différemment ?<sup>21</sup>

### ■ L'importance de l'écoute et des égards

Pour pouvoir vivre ensemble, il est nécessaire de nous accepter les uns les autres avec nos faiblesses, et nous considérer tous comme inachevés par rapport à un idéal de perfection. Tout homme porte en lui la condition humaine, y

compris dans ce qu'elle a de plus négatif. Nul n'est parfait, mais nous pouvons nous entraider à atteindre un niveau plus grand de liberté. Soulignons pour cela l'importance des égards réciproques (lutter contre la parole qui blesse et qui tue), de l'écoute, de la disponibilité au sein du groupe.

### ■ La fête

Comme le montre la mémoire de toutes les expériences porteuses de citoyenneté la fête est le propre de l'homme libre (par opposition aux «petits hommes tristes de la finance»). Avec la fête, l'expression artistique est essentielle pour vivre ensemble. L'émotion donne la vie et rend fécond le travail de la raison. Cela vaut pour l'importance de la fête, mais aussi pour le travail quotidien (la première citoyenneté des jeunes est souvent culturelle).

<sup>19</sup> collectif Richesses. [www.caracoleando.org/](http://www.caracoleando.org/)

<sup>20</sup> Schaff (Jean Paul)

<sup>21</sup> Gallarati (Bruno), IES, Essonne

Le livre n'étant pas considéré comme un produit de première nécessité, ses ventes diminuent dès que le pouvoir d'achat baisse. En revanche, l'effet contraire se fait sentir quand l'économie va mieux.